

le mag

des agricultures de Bretagne



p12 dossier

21 000 AGRICULTRICES EN BRETAGNE

Ici, le patron est aussi une femme



bretagne.chambres-agriculture.fr

P. 07
Gestion
de l'indivision

P. 10
Cap sur la souveraineté
alimentaire

P. 22
Maintenir des vétérinaires
en Bretagne

P. 26
Porc et biosécurité
interne

ASTUCE

Dans la version numérique du mag, passez votre souris pour aller directement aux articles qui vous intéressent !

#42 Sommaire



P 04 POST-SEVRAGE À LA STATION DE CRÉCOM

P 04 IA, VIGILANCE SUR LES HOMONYMES

P 05 L'AGRICULTURE LITTORALE DANS LE MORBIHAN

P 06 LA FILIÈRE DE VIANDE DE PROXIMITÉ

P 07 GESTION DE L'INDIVISION

P 07 DIRE SIMPLEMENT MERCI

P 08 PILOTER LES ÉCONOMIES D'INTRANTS

P 10 CAP SUR LA SOUVERAINETÉ

P 12 DOSSIER : ICI, LE PATRON EST AUSSI UNE FEMME

P 18 REMPLACER LE RGI PAR UN MÉTEIL PRÉCOCE

P 20 OISEAUX ET CHAUVES-SOURIS DANS LES VERGERS

P 22 MAINTENIR DES VÉTÉRINAIRES EN BRETAGNE

P 26 PORC ET BIOSÉCURITÉ INTERNE

P 27 POULAILLERS CATALANS ET FORTES CHALEURS

P 28 TRÉVAREZ BIO A 10 ANS

P 31 50 AGRICULTEURS TESTENT LEUR RÉSILIENCE

P 32 MINIMISER LES RISQUES D'INCENDIE

P 33 LE PROJET TANGGO

P 34 LA CHAMBRE D'AGRICULTURE RECRUTE

P 35 ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO



Sapeurs-pompiers, SDIS 35



Florence Dubois
Gaëlle Émeraud-Jegousse
Co-présidentes :
Égalité - Parité - Inclusion
Chambre d'agriculture de Bretagne

Égalité, parité, inclusion

L'égalité, la parité et l'inclusion sont des leviers de performance, d'innovation et d'attractivité pour l'agriculture. En Bretagne, en 2025, 28 % des installations aidées étaient portées par des femmes.

Mettre en lumière ces parcours, sans occulter les freins, permet de susciter des vocations et de renforcer l'attractivité des métiers. Le réseau entre pairs, la formation continue et l'ouverture sont des atouts clés pour valoriser chaque singularité au service du collectif.

Même si la parité demeure un enjeu, l'essentiel est que les sujets portés par les femmes soient reconnus et débattus sans discrimination afin de faire progresser notre Agriculture.

L'égalité et l'inclusion ne sont pas une finalité. Elles sont un levier pour se poser les bonnes questions et s'adapter aux enjeux actuels et futurs, afin que chacune et chacun, dans sa singularité, puisse trouver sa place.

L'AGENDA



Plus d'infos sur
chambres-agriculture-bretagne.fr

JOURNÉE BASES DE LA CRÉATION D'ACTIVITÉ

• Le 23 juin,
 Maison de l'agriculture, Rennes (35)

SPACE 2025

• Du 15 au 17 septembre,
 Parc expo, Rennes (35)

JOURNÉE DÉPARTEMENTALE FEMMES EN AGRICULTURE

• Le 22 septembre,
 Maison de l'agriculture, Plérin (22)

le mag des agricultrices et des agriculteurs de Bretagne
 Rue Maurice Le Lannou CS 14226, 35042 RENNES
le-mag@bretagne.chambagri.fr

Président de la publication : Laurent Kertir

Directeur de la publication : Sébastien Giraudeau

Rédacteur en chef : Roger Hérisset

Secrétaire de rédaction : Célia Podgorniak

Comité de rédaction : Anne Audoin, Sophie Bégot, Anne-Thérèse Bilot, Olivier Carvin, Caroline Cornet, Émilie Dumerat, Denis Follet, Domitille Fouvez, Régis Le Cartuer, Laetitia Le Moan, Stéphanie Montagne, Lise Ponchant, Véronique Taleb, Véronique Vannier, Myriam Van Rhin, Claire Vételé et Claire Walbecque

Assistants diffusion : Valérie Alix, Myriam Corbel, Anne Estebanez, Céline Jubault, Cassandre Leclerc, Estelle Perroteau, Élodie Robert et Isabelle Simon

Conception : Chambres d'agriculture

Composition et montage : Studio Paysan Breton

Photographie et dessin : tous droits réservés Chambres d'agriculture de Bretagne sauf précision

Impression Couverture : Publitrégor Lannion (22)

Impression du cahier et façonnage : Imprimerie Imprim Cavan (22)

Cahier Imprimé sur du papier produit en Allemagne à partir de 65 % de fibres recyclées.

Ce papier fourni par UPM sous le numéro FI/011/001 est porteur de l'écolabel européen.

Eutrophisation : 0,003 kg/tonne. Papier Certifié PEFC / 10-31-3502

ISSN 2999-7275 (imprimé) - ISSN 3000-3075 (en ligne)



IMPRIM'VERT®



**LE TRI
+ FACILE**



Vie des stations

Post-sevrage à la station expérimentale de Crécom

La lumière, un levier de bien-être encore sous-estimé

Une étude en cours évalue l'impact de l'intensité lumineuse sur le comportement, l'activité et les performances des porcelets en post-sevrage.

En élevage porcin, la réglementation impose une exposition minimale de huit heures par jour à une intensité de 40 lux. Ce seuil repose-t-il sur une réalité biologique ou sur un simple principe de précaution ? L'émergence des technologies LED pourrait bien changer la donne.

40 LUX OU 200 LUX

D'avril à août 2026, la Chambre d'agriculture de Bretagne a conduit à la station de Crécom un essai sur deux bandes de 208 porcelets à queue entière. Deux niveaux d'éclairement sont comparés : 40 lux, correspondant au seuil réglementaire, et 200 lux, avec une photopériode

fixe de 12 heures de lumière et 12 heures d'obscurité.

Les essais sont réalisés dans des salles sans lumière naturelle, équipées de LED et de transitions progressives simulant lever et coucher du soleil. Les ingénieurs observent notamment l'activité, le comportement et les performances des animaux. L'un des enjeux est aussi d'étudier l'impact de l'intensité lumineuse sur la caudophagie, un indicateur de stress en élevage.

Un second essai portera sur le spectre lumineux. La vision du porc, limitée principalement aux longueurs d'onde du bleu et du vert, diffère en effet de celle



de l'humain. Les lumières froides, riches en bleu, pourraient ainsi être perçues comme plus intenses par les animaux que par les éleveurs.

Claudie Guyomarc'h

claudie.guyomarch@bretagne.chambagri.fr

Contact : claire.walbecque@bretagne.chambagri.fr



La puce à l'oreille

Insémination artificielle

Vigilance sur les homonymes lors de l'enregistrement

Aujourd'hui, la liste des taureaux agréés à la monte publique est si vaste qu'une recherche par nom peut s'avérer trompeuse. L'EdE de Bretagne observe de nombreuses erreurs de paternité lors des déclarations de naissance liées à des homonymes de père.

Il n'est pas rare de voir s'afficher une dizaine de reproducteurs pour un même nom. Par exemple, la recherche nominale dutaureau Bullseyes, en race Prim'Holstein, fait apparaître Bulls eye et Bullseye. Tous

deux sont de même race et d'origine américaine : sans vérification supplémentaire, la confusion graphique est quasi inévitable lors de la saisie.

Un mauvais choix de père lors de l'enregistrement de l'insémination peut entraîner un refus de filiation sur le veau. Résultat : un passeport « étoilé » au niveau du père.

Pour sécuriser vos enregistrements et la constitution de votre stock de semences, le nom seul ne suffit plus. Prenez le réflexe de vérifier systématiquement : le



numéro national du bovin ou son numéro IE (identifiant unique délivré par l'Institut de l'Élevage), le type racial, la date de naissance ou la date d'agrément.

Vous pouvez retrouver ces informations sur le bon de livraison des doses. Une identification fiable du reproducteur est la clé pour garantir la qualité des filiations.

EdE de Bretagne

Réglementation et contacts :

<https://tinyurl.com/bzh-edc>

Portail internet identification :

<https://bretagne.edeidentification.fr>

Agriculture littorale dans le Morbihan

Un plan d'action pour le maintien de l'agriculture

Dans le cadre du projet Ficelle*, les agriculteurs et élus du territoire ont retenu quatre types d'actions.

Portée par la Chambre d'agriculture et Rés'Agri de la Terre aux Îles, le projet Ficelle a déjà réalisé un état des lieux de l'agriculture dans les territoires littoraux du Morbihan* et a construit des scénarios prospectifs. En s'appuyant sur des partages entre agriculteurs et élus du territoire, il organise maintenant quatre groupes thématiques qui vont proposer des actions.

Un premier groupe œuvre pour une meilleure **intégration de l'agriculture dans les politiques locales**, à travers l'élaboration de fiches destinées à renforcer les liens entre élus et exploitants, telle que la mise en place de commissions agricoles municipales.

Un groupe de douze exploitations travaille à la rédaction d'un cahier des charges sur des pratiques agricoles protectrices de l'environnement. Ces contrats prendront la forme de **paiements pour services**



Chaque réunion Ficelle permet d'avancer sur les plans d'action portés par les différents groupes.

Par et pour les agriculteurs du littoral

environnementaux proposés aux entreprises locales.

La **lutte contre les ravageurs** constitue une troisième priorité. Pour faire face à une forte présence de sangliers, les chasseurs, les élus, la SNCF et les agriculteurs élaborent des actions pour contenir leur prolifération. Un quatrième groupe de travail se penchera sur **l'attractivité du métier d'agriculteur** et l'emploi dans un territoire où la concurrence est forte avec les autres activités économiques.

Astrid Van Der Hecht

astrid.vanderhecht@bretagne.chambagri.fr

*La zone ciblée se situe au sud de la RN 165, entre Laïta et Ria d'Étel

Il a dit



FABRICE VELY

Maire de Caudan (Morbihan)

« Élaboré entre élus et agriculteurs, le programme Ficelle aborde toutes les problématiques et s'adapte à chaque commune. À Caudan, il a enrichi les échanges avant les municipales permettant à des élus novices de saisir la complexité des enjeux agricoles grâce aux fiches actions. Une commission agricole sera créée, accompagnée d'un diagnostic. La communication sera aussi renforcée. Nous avons besoin des exploitations, les préserver est un enjeu vital pour l'équilibre et le bien vivre dans notre commune. »



PROJET FICELLE

Conseillère lait : Pascale Guillermic
pascale.guillermic@bretagne.chambagri.fr

Animatrice collectif agriculteurs : Julie Benoit Bremond
julie.benoit-bremond@bretagne.chambagri.fr

<https://tinyurl.com/ficelle56>

Zoom sur la filière de viande de proximité (épisode 6 sur 6)

VERS DES MODÈLES HYBRIDES ET DURABLES

Après avoir exploré dans les précédents mag chaque maillon de la filière, nous vous proposons des pistes concrètes pour maintenir et développer la vente de viande en circuits courts en Bretagne.

La diversité des pratiques observées dans l'enquête révèle une tendance forte : les agriculteurs ne choisissent plus entre transformation à la ferme ou recours à des prestataires, ils combinent les deux selon leurs besoins.

Certains exploitants disposent d'un laboratoire à la ferme pour les produits réguliers, et font appel à des prestataires pour les pics d'activité ou les produits spécifiques. D'autres mutualisent les outils via des Cuma, avec des salariés dédiés ou une organisation entre agriculteurs.

Des laboratoires en location permettent aussi de tester un modèle sans investissement lourd. Enfin, des bouchers proposent de travailler en emploi partagé entre plusieurs fermes, apportant leur savoir-faire directement sur les exploitations.

UNE RÉPONSE À LA DEMANDE CROISSANTE DE PRODUITS TRANSFORMÉS

Les consommateurs attendent des produits pratiques, locaux et de qualité. Cela pousse les agriculteurs à développer des gammes de plats préparés frais, de terrines, de conserves, ou de produits cuisinés.

Cette transformation permet de valoriser l'ensemble de la carcasse, notamment les morceaux moins nobles, souvent difficiles à écouler en vente directe.

Des modèles hybrides qui émergent

Mais elle pose aussi des questions : comment calculer les prix de revient ? Comment positionner les produits sur le marché ? Comment gérer les volumes et les équilibres carcasse si l'on veut répondre à des marchés comme les cantines ou les collectivités ?

DES ENJEUX COMMUNS À L'AMONT ET À L'AVAL

Le manque de main-d'œuvre qualifiée est un frein majeur. Les bouchers sont rares, les agriculteurs manquent de temps et de bras pour transformer eux-mêmes.

L'attractivité des métiers est en jeu : comment rendre la boucherie et l'élevage plus visibles, plus valorisés ? Comment créer des ponts entre les deux mondes ? La pérennité des outils dépend aussi de l'engagement des agriculteurs : les structures aval ont besoin de visibilité sur les volumes pour s'organiser, investir, recruter.

ET DEMAIN ? DES PISTES À CREUSER COLLECTIVEMENT

La Chambre d'agriculture de Bretagne, via ses conseillers circuits courts et économie/emploi, se positionne comme un acteur ressource pour accompagner ces transitions. À tous les agriculteurs qui souhaitent se lancer, structurer ou développer leur activité : n'hésitez pas à nous solliciter.

Morgane Talidec

morgane.talidec@bretagne.chambagri.fr



Une Cuma du Finistère mutualise un laboratoire de transformation avec un emploi partagé d'un boucher entre 3 fermes.

IA - Canva



DÉCOUVRIR L'ENQUÊTE

<https://tinyurl.com/viande-cc-bzh>

Gestion de l'indivision

De nouvelles règles pour sortir des blocages

Une nouvelle loi marque une évolution importante du droit de l'indivision, avec les règles de gestion et de sortie assouplies et de nouveaux outils pour mettre fin aux situations de blocage.

Cette situation juridique dans laquelle plusieurs personnes exercent des droits concurrents sur un même bien est souvent source de conflit. Malgré le principe selon lequel nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, celle-ci, particulièrement en matière successorale, engendre fréquemment des situations de blocage : désaccord entre héritiers, indivisaires introuvables, ou refus de vendre.

Désormais, le juge aura la faculté d'autoriser un indivisaire à conclure seul un acte de vente portant sur un bien indivis. La loi apporte aussi

plusieurs nouveautés pour mieux gérer l'indivision. Elle permet de désigner plus facilement une personne chargée de gérer le bien pour tous les indivisaires. Elle renforce aussi la transparence, en améliorant l'information et le suivi des comptes entre les cohéritiers. Les démarches sont également simplifiées, grâce à des procédures plus rapides et parfois numériques. Enfin, la loi améliore la gestion des successions vacantes, en facilitant l'intervention de l'administration lorsque personne ne s'en occupe.

Véronique Hamon

veronique.hamon@bretagne.chambagri.fr



unplash



RÉFÉRENCE

Loi 2026-248 visant à simplifier la sortie de l'indivision et la gestion des successions vacantes, publiée au Journal officiel le 08/04/2026.

Parlons-en

Simplement Merci

Fabien et Laurence sont associés depuis dix ans sur une exploitation laitière. Leur duo est bien huilé.

L'organisation du travail est rodée et les résultats technico-économiques sont au rendez-vous. Pourtant, depuis quelque temps, Laurence sent un changement. Le café du matin est expédié, les échanges se raréfient. Fabien semble distant.

UN MALAISE S'INSTALLE, SILENCIEUX MAIS PALPABLE

Après des semaines, Laurence décide d'en parler : « Fabien, je ressens un changement. On échange moins, on se parle à peine au café... Est-ce qu'il y a quelque chose qui ne va pas ? » **Fabien écoute et répond avec franchise** : « J'apprécie ta question. Oui, tu as raison. Je suis contrarié. J'ai rangé l'atelier, débarrassé toutes ces ferrailles

qui traînaient depuis des mois... et j'ai l'impression que ça n'avait aucune importance pour toi. Pas un mot, pas un merci. Rien ! »

SIGNES DE RECONNAISSANCE

Laurence réalise la frustration de Fabien : « Je ne pensais pas que ça te toucherait autant. Tu as raison, je n'ai pas pris le temps de te dire à quel point c'est super. L'atelier est nickel, ça change vraiment le quotidien et ça montre encore une fois ton sens de l'organisation. Merci. »

Le visage de Fabien se détend, la conversation se poursuit, chacun évoquant les qualités de l'autre. Pour une fois, Fabien et Laurence ont osé se dire merci. Les signes de reconnaissance nourrissent la confiance et l'estime, pour soi comme pour les autres. Chaque signe de reconnaissance enrichit nos relations



Watcharin, stock.adobe.com

et célèbre nos réussites. Alors pourquoi s'en priver !

Nabila Gain-Nachi

nabila.gain@bretagne.chambagri.fr



LES RELATIONS HUMAINES EN AGRICULTURE

<https://tinyurl.com/conseil-rh-agri>



Fabienne Thomas, éleveuse de porcs (Côtes-d'Armor)

Piloter les économies d'intrants

« AVEC LE GROUPE DEPHY, J'AI REPRIS LA MAIN SUR LA CONDUITE DES CULTURES »

Fabienne Thomas, éleveuse de porcs associée à son frère (22), souhaite conduire les cultures tout en préservant sa santé et l'environnement. Participer au groupe Ecophyto est une aide pour relever les défis techniques de réduction des intrants.

« Je recherchais des groupes avec des agriculteurs qui partageaient mes valeurs de préservation de la santé, de l'environnement, de la prise en compte des attentes sociétales. Je voulais pouvoir m'inspirer des réussites et pouvoir analyser ensemble nos échecs respectifs. Ayant testé sans succès le colza zéro herbicide avec plantes compagnes, je voulais avoir le retour d'agriculteurs qui avaient une certaine expérience pour consolider ma pratique.

DÉCIDER PAR SOI-MÊME

C'est compliqué, au quotidien, de décider seul. C'est pour ça que l'échange avec le groupe est important. Quand il y a des déceptions, ça permet de relativiser. À l'inverse, le groupe permet aussi de partager les réussites. Aujourd'hui, je

« Se réassurer
et avoir
la capacité
à anticiper »

suis force de propositions, je reprends la main sur la stratégie de conduite des cultures en faisant systématiquement un tour de parcelles pour observer les cultures. J'échange aussi beaucoup avec la conseillère de la Chambre d'agriculture, animatrice du groupe Dephy, et le technicien culture, importants pour les

conseils et l'expertise qu'ils apportent. Ils doivent prendre en compte nos objectifs, nos contraintes ou problématiques. L'exploitation est sur des terres à faibles potentiels, donc je ne vise pas un rendement mais une marge.

SAVOIR S'ENTOURER

Si j'avais un conseil à donner à un collègue, ce serait de ne pas se couper des réseaux de références, ou de groupes d'échanges quels qu'ils soient. Il y a forcément quelque chose autour de nous pour pouvoir se réassurer et avoir la capacité à anticiper ce qui va venir demain comme problématique sur la conduite des cultures. »

Propos recueillis par Sylvie Guiet
sylvie.guiet@bretagne.chambagri.fr



Parole d'experte

SYLVIE GUIET

Ingénieure Territoriale Dephy Ferme

« Depuis 15 ans, une soixantaine d'agriculteurs bretons du réseau Dephy Ecophyto expérimentent pour produire avec moins de produits phytosanitaires tout en restant performants. Cependant, une difficulté est souvent évoquée. Devant la complexité réglementaire, technique, la peur de faire de mauvais choix, le temps à dédier... les agriculteurs se tournent vers des experts, mais aussi des techniciens commerciaux pour piloter leurs cultures sans que ça coûte trop cher. L'important pour les agriculteurs de ces groupes, c'est de pouvoir comprendre, pour être capable de décider, en intégrant les risques. Garder l'autonomie dans la conduite de ses cultures passe par une précision de ses objectifs en cohérence avec ses valeurs et nécessite de s'impliquer dans les décisions. Cela demande d'observer ses cultures, d'avoir différentes sources de conseil tout en étant capable d'exprimer ses besoins et ses objectifs aux accompagnants. Enfin, l'échange entre pairs est nécessaire pour conforter ses prises de décisions. »



VOS FORMATIONS La sélection du mois

22 – Gérer un domaine viticole

Maîtrisez les ravageurs et les maladies, techniques préventives, solutions phytos en AB, stratégie sur mesure et optimisation des coûts.

Loudéac, le 1^{er} octobre 2026
Mathieu Havard – 06 98 21 05 58
anais.lardoux@bretagne.chambagri.fr

29 – Travailler en couple

Coordonnez votre organisation en duo afin que chacun puisse trouver sa place et maintenir un équilibre harmonieux entre vie professionnelle et familiale.

Quimper, le 17 septembre 2026
Agnès Jouin – 02 98 52 49 78
sylvie.lefloch@bretagne.chambagri.fr

35 – Trouver un repreneur

Mettez en place une relation gagnante et efficace entre cédant et repreneur en identifiant les leviers et ressources à votre disposition.

Rennes, le 2 juillet 2026
Gwendoline Le Marre – 06 98 21 05 58
anais.lardoux@bretagne.chambagri.fr

56 – Biosécurité en élevage avicole

Maîtrisez rapidement les enjeux et la méthode de mise en place d'un plan de biosécurité sur votre élevage avicole face à un contexte de crise sanitaire.

Ploërmel, le 1^{er} octobre 2026
Élodie Dezat – 02 96 28 99 40
estelle.jouanny@bretagne.chambagri.fr

Retrouvez en quelques clics
TOUTES LES FORMATIONS
pour vous et vos salariés
sur notre site web :

www.formation-agriculteurs.com



POUR EN SAVOIR PLUS

Regardez les vidéos Dephy :

<https://tinyurl.com/videosdephy>

- La démarche Dephy, vers l'autonomie décisionnelle
- Réduire l'usage systématique des phytos sans réduire la marge



REJOIGNEZ LES GROUPES DEPHY

• Nord-Finistère :
Odile Le Du, 06 85 93 13 26,
odile.ledu@bretagne.chambagri.fr

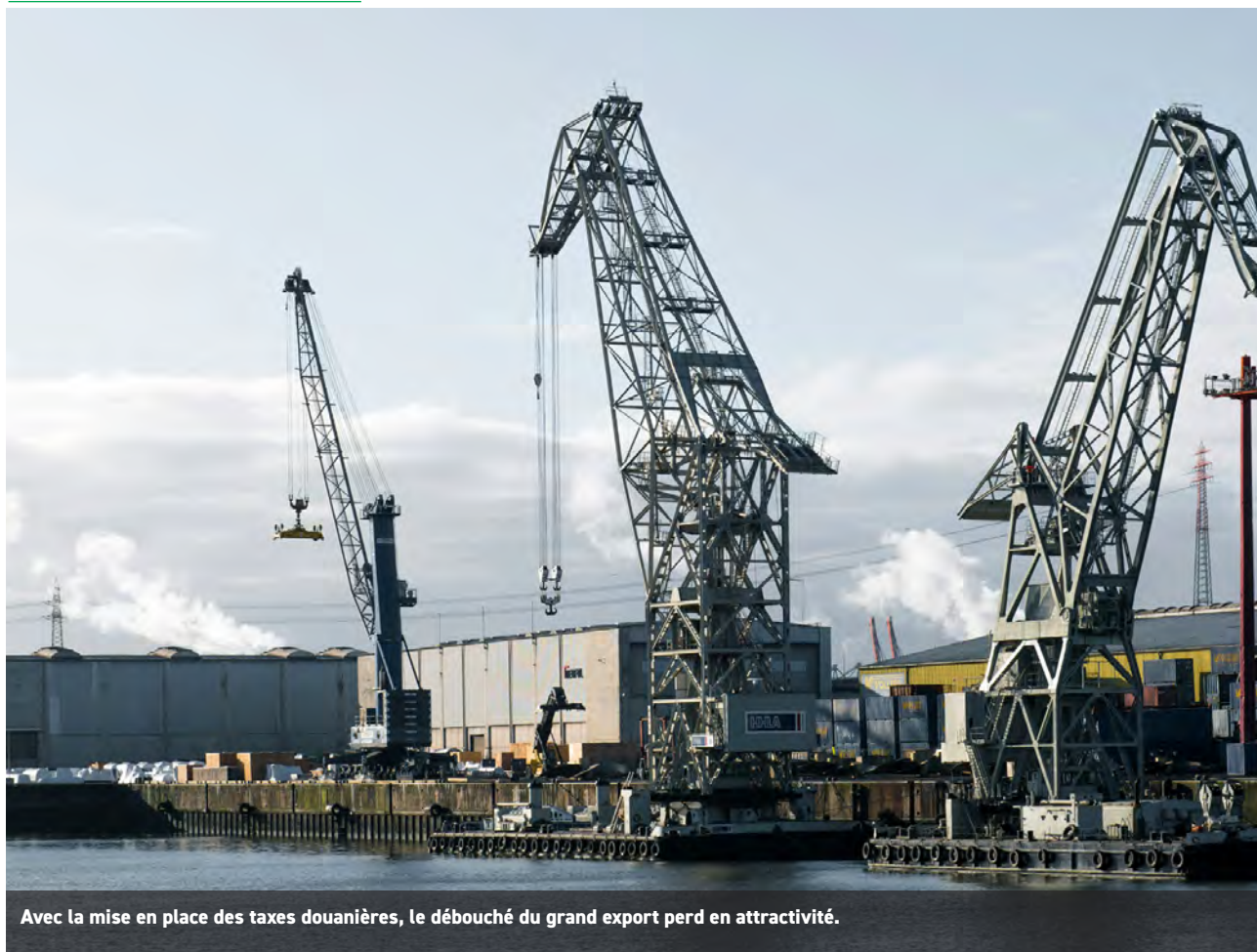
• Centre et Sud-Finistère :
Camille Salinière, 06 77 26 37 20,
camille.saliniere@bretagne.chambagri.fr

• Côtes-d'Armor :
Frédérique Canno, 06 30 69 64 21,
frederique.canno@bretagne.chambagri.fr

Retrouvez tous nos groupes :

<https://bretagne.chambres-agriculture.fr/detail-dossier/groupes-dechange-entre-agriculteurs-et-agricultrices-en-bretagne>





Avec la mise en place des taxes douanières, le débouché du grand export perd en attractivité.

Wolfgang Weiser - Unsplash

Les filières agricoles en 2026

CAP SUR LA SOUVERAINETÉ

Les filières d'élevage bretonnes profitent de la bonne conjoncture depuis 2022.

Le conflit au Moyen-Orient pourrait cependant mettre fin à cette éclaircie.

En parallèle, la souveraineté nationale s'impose de plus en plus dans les politiques agricoles et alimentaires.

Dans la continuité de 2024, 2025 a confirmé **la bonne tenue des filières d'élevage en Bretagne**. La collecte laitière régionale atteint un niveau record, à plus de 5,46 mds de litres (+3,9 % comparé à 2024). Les abattages de volailles, épargnés par l'influenza aviaire, ont aussi poursuivi leur croissance entamée l'année précédente. Ils atteignent près de 500 000 t, soit une hausse de 2,3 %. Dans les deux cas, la Bretagne connaît une meilleure

La Bretagne connaît une meilleure croissance qu'au niveau national

croissance qu'au niveau national, confirmant **la force de l'écosystème de l'élevage breton**.

Cette croissance est permise par **des revenus bien orientés depuis 2022**. Ceux-ci sont tirés par des prix élevés. Le prix du lait et les cotations de viande bovine atteignent même des niveaux historiques en 2025 : près de 500 €/1 000 litres de lait toutes primes et qualités confondues (+5,9 %) et une cotation de la vache allaitante R+ qui

atteint 6,7 €/kg de carcasse (+19 %). Même constat en œuf, dont la cotation moyenne annuelle est en hausse de 29 % par rapport à la moyenne sur trois ans. En porc, le prix poursuit son recul entamé en 2024 (-11 %), mais les marges brutes des élevages porcins en 2025 sont estimées bien supérieures à la moyenne quinquennale.

UNE ACCALMIE DES CHARGES

Cette bonne rentabilité est aussi permise par **des charges qui se sont stabilisées**. Globalement, les récoltes mondiales des cultures destinées à l'alimentation animale ont connu de bons rendements. C'est le cas en blé, 5,5 % moins cher qu'en 2024. Mais c'est surtout le cas pour les tourteaux de soja, dont le prix a reculé en moyenne de près de 20 % en 2025 par rapport à 2024. L'aliment redevient donc accessible. En témoigne la progression, depuis plusieurs années, des fabrications régionales d'aliment à destination des bovins, preuve d'une demande vigoureuse. En 2025, la hausse s'établit à près de 5 %.

LA MENACE INTERNATIONALE

Cependant, à court terme, **le conflit au Moyen-Orient pèsera sur vos charges**. Dès les premières semaines, le prix du GNR a augmenté de 50 %. Le gaz naturel connaît aussi une hausse conséquente. Enfin, l'inflation touche aussi les engrais, et **pourrait impacter l'assolement en grandes cultures**. En France, les négociations commerciales viennent



La hausse des charges pourrait impacter l'assolement en cultures de printemps.

tout juste de s'achever, résultant sur une hausse de 0,05 % des tarifs alors que les industriels souhaitaient 3,5 %. Le changement de conjoncture qui se dessine pousse certains acteurs du secteur de la transformation à demander la réouverture des négociations. Quoi qu'il arrive, il est difficile d'imaginer que l'inflation des prix alimentaires restera à un niveau aussi faible en 2026.

Olivier Carvin

olivier.carvin@bretagne.chambagri.fr



POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez l'actualité des filières agricoles et agroalimentaires bretonnes avec le blog AgriEco :

<https://blog-eco-bzh.chambres-agriculture.fr/>

★ La souveraineté à tous les niveaux

Depuis l'épisode inflationniste post-Covid, et face à l'instauration de taxes douanières de toutes parts (États-Unis, Chine...), le thème de la souveraineté alimentaire s'est installé dans les discours politiques. Fin 2025, Annie Genevard, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, a lancé des conférences sur ce sujet, introduisant leur nécessité par « une guerre agricole qui se prépare ». Chaque filière a ainsi remonté des vœux en termes de soutiens à la pro-

duction. En fruits et légumes, l'objectif est de regagner 10 points de souveraineté en 2035. En lait, il est estimé à 2 mds les investissements nécessaires afin de créer des outils compétitifs sur des marchés porteurs tels que les fromages ingrédients. En œufs et volailles de chair, il faudrait installer respectivement 575 et 2200 poulaillers d'ici 2035.

Les groupes privés s'emparent aussi de ce sujet. En volailles de chair toujours, LDC a annoncé le souhait d'ac-

croître sa production de 15 % en deux ans, notamment via sa filiale bretonne SBV, et annonce la construction d'un nouvel abattoir en Bretagne pour y parvenir. Mais surtout, le groupe a racheté la société France Poultry, alors spécialisée dans le grand export, avec l'objectif de réorienter la production vers le marché intérieur. La production bretonne, pour laquelle l'export a toujours été un débouché stratégique, devra s'adapter à ce changement de paradigme.

21 000 agricultrices en Bretagne

Le plan d'action national en faveur des femmes en agriculture, porté par Annie Genevard, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, marque une étape décisive pour une reconnaissance réelle des femmes en agriculture. En Bretagne, ces enjeux sont portés depuis de nombreuses années. Ensemble découvrons nos réussites pour une agriculture PluriElles.



Studio Zenith, Stock.adobe.com

Pilotage du dossier : Nabila Gain Nachi, chargée de mission Égalité-Parité-Inclusion à la Chambre d'agriculture de Bretagne



Statut, patrimoine, vie familiale : les choix juridiques peuvent avoir des conséquences majeures.

Adobe Firefly (IA)

Aujourd'hui et demain

Quels statuts choisir en tant qu'agricultrice ?

Statut, patrimoine, vie familiale, société : les choix juridiques réalisés au moment de l'installation agricole peuvent avoir des conséquences majeures pour les femmes. Faire le bon choix est une nécessité.

L'installation en agriculture pour les femmes soulève des enjeux juridiques spécifiques qui doivent être analysés avec rigueur dès la conception du projet.

FAIRE LE BON CHOIX

Le choix du statut professionnel — chef-fe d'exploitation, associée, conjointe collaboratrice ou salariée — entraîne des conséquences directes en matière de droits sociaux, de protection sociale, de responsabilité juridique et de reconnaissance du travail effectué.

L'organisation du patrimoine professionnel et privé nécessite une réflexion approfondie : régime matrimonial, détention du foncier, propriété du matériel et articulation entre biens propres et biens

professionnels sont autant d'éléments à sécuriser et à réfléchir en amont et durant toute la vie et particulièrement quand on est associé à son conjoint.

LA VIE N'EST JAMAIS UN FLEUVE TRANQUILLE

L'anticipation des événements de vie (séparation, cessation d'activité, décès, invalidité) suppose la mise en place d'outils juridiques adaptés tels que statuts de société, pactes d'associés, clauses spécifiques ou dispositions testamentaires pour se sécuriser mutuellement. Les conflits naissent à partir de non-dits ou d'absence de clarté.

FORMALISATION CLAIRE DES ENGAGEMENTS

La prévention des conflits passe par une formalisation claire des engagements de chaque associé et une gouvernance définie. Quels sont nos engagements et nos responsabilités mutuelles dans l'entreprise ?

Le risque zéro n'existe pas ; en revanche, chacune et chacun restent libre de se

renseigner, de questionner et de faire le point auprès de personnes spécialisées. Et peut-être parfois faire appel à des avis extérieurs pour se rassurer et pour aller explorer de nouveaux sujets. Un accompagnement juridique spécialisé en amont constitue ainsi un levier essentiel pour sécuriser les parcours, garantir l'autonomie des femmes et assurer la pérennité des exploitations agricoles. Sans tabous, il faut oser poser les bonnes questions pour éviter les surprises en cours de parcours.

i ÊTRE CONSEILLÉE

Conseil juridique, social et fiscal en droit des sociétés agricoles :

<https://tinyurl.com/juridique-cab>

Contact : Véronique Hamon,
veronique.hamon@bretagne.
chambagri.fr

≡ Agriculture : « Ici, le patron est aussi une femme »

Les Bretonnes dans l'agriculture

Environ 30 % des actifs agricoles

En 2024, les femmes représentaient à peine plus de 30 % des actifs en production agricole en Bretagne.

Cette part évolue peu dans le temps, ce qui montre que la mixité en agriculture n'est pas encore acquise, notamment chez les chefs d'exploitation. Un secteur est mixte s'il est composé de 40 à 60 % de femmes.

Ainsi, elles représentent 26 % des agriculteurs, part stable depuis au moins 25 ans. Elles sont près de 21 000 au total, dont près de 3 000 à la tête d'une exploitation laitière, soit 24 % des éleveurs laitiers. Les femmes sont relativement plus présentes en cultures spécialisées : maraîchage, horticulture, pépinières, arboriculture... Elles sont également mieux représentées dans certains types d'élevages : surtout en ovins-caprins-chevaux, mais aussi en volailles-lapins, et en « autres élevages ».

Parmi les salariés agricoles, les femmes occupent 37 % des postes. Encore une fois, elles sont très présentes en cultures spécialisées (41 %, notamment



Elles représentent 26 % des agriculteurs et 37 % des postes de salariés en Bretagne.

en serres), et en élevages spécialisés de petits animaux (38 %, surtout en poules pondeuses). En élevages spécialisés de gros animaux (porcs...) comme en culture et élevage non spécialisés, leur part est de 32 %.

Anne Bertagnolio

anne.bertagnolio@bretagne.chambagri.fr

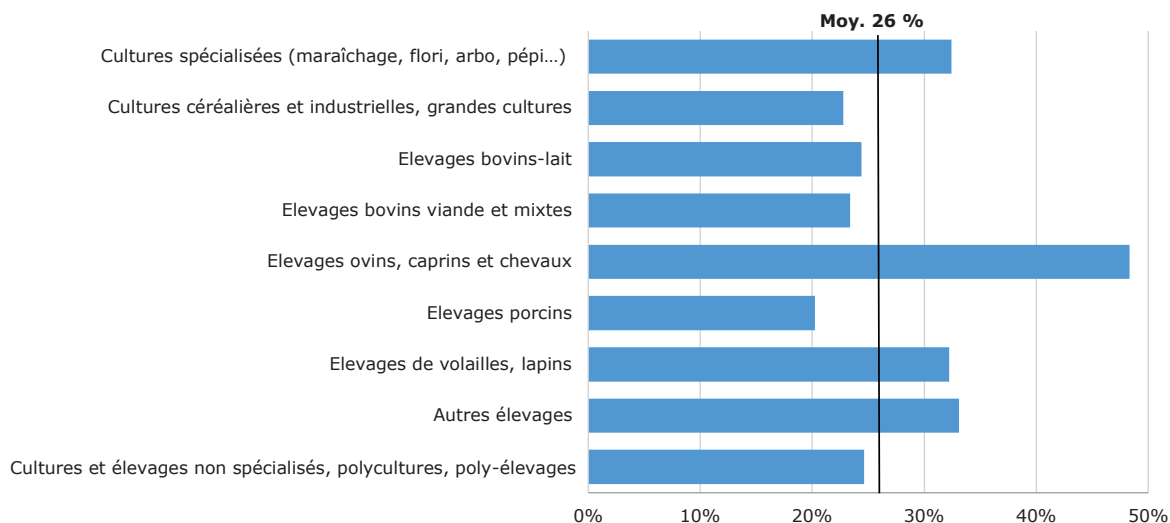


EN SAVOIR PLUS

À lire sur blog-eco-bzh.chambres-agriculture.fr :
« Une meilleure reconnaissance des femmes en agriculture »

<https://tinyurl.com/femmes-agriculture>

Part des femmes parmi les chefs d'exploitation



En Bretagne

Les chiffres de l'installation des femmes en agriculture

En 2025, en région Bretagne, les femmes portent 28 % des projets d'installations aidées, soit 134 projets au total.

Au-delà du chiffre, qui peine à décoller, les caractéristiques des projets des hommes et des femmes se rapprochent peu à peu. On est de plus en plus loin de l'installation en lait avec son époux. Les femmes portent leur propre projet, avec notamment 39 % en individuel ou autre société unipersonnelle, contre 47 % pour les hommes.

TENDANCES 2025

Elles s'installent un peu plus tard : 33 ans contre 29 ans pour les hommes. 45 % d'entre elles sont issues du milieu agricole, contre 39 % chez les hommes. Elles s'installent plus fréquemment en agriculture biologique (41 % contre 24 %), en circuits courts (34 % contre 19 %) et dans des projets de création (24 % contre 15 %).

PLUS DE PROJETS QUE D'INSTALLATIONS RÉALISÉES

28 % s'installent avec les aides alors qu'elles sont 37 % à contacter le Point Accueil Installation avec une envie de s'installer. Dans les freins évoqués, l'âge qui ne permet pas toujours l'accès à l'aide DJA, les caractéristiques des projets plus complexes dans leur mise en œuvre (création, productions de niche, développement de marchés...), compétences agricoles, mais aussi confiance, accès au foncier et au financement, et encore trop souvent stéréotypes de genre...

Et pourtant, elles représentent 50 % des potentiels futurs agriculteurs et agricultrices, un potentiel important dans un défi sur le renouvellement des générations et l'attractivité des métiers.

Marie-Isabelle Le Bars

marie-isabelle.lebars@bretagne.chambagri.fr



On s'éloigne progressivement de l'installation classique avec son époux.

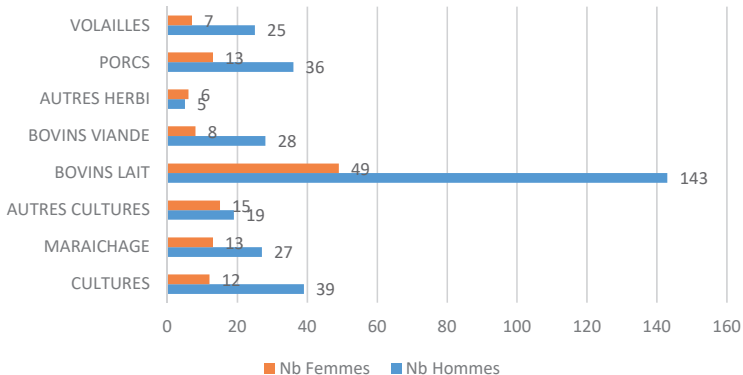


ALLER PLUS LOIN

Les chiffres clés 2025 de l'Installation-Transmission en Bretagne :

<https://tinyurl.com/installation-bzh-2025>

Dans quelles productions les femmes choisissent-elles principalement de s'installer ?



≡ Agriculture : « Ici, le patron est aussi une femme »



Cap sur le Congrès des femmes en agriculture qui aura lieu dans le Morbihan en 2027.

Lycée de Kertebost

Les temps forts de Rés'Agri 29 et 56

Pour la visibilité des femmes en agriculture

Pour Rés'Agri 29 et 56, l'organisation de temps forts pour les femmes en agriculture encourage la création de liens entre pairs et participe à faire bouger les lignes.

Dans le Morbihan et le Finistère, Rés'Agri est le réseau départemental des groupes de développement agricole. Ces associations, qui bénéficient d'un appui de la Chambre d'agriculture pour leur animation, ont su donner une place particulière aux agricultrices ; avec des groupes dédiés et par la mise en place régulière d'événements.

UN TEMPS FORT DANS LE FINISTÈRE

Le groupe « Agriculture au féminin Finistère » de Rés'agri 29 s'enrichit avec l'arrivée de trois jeunes agricultrices, dont Inès Cabioch, 28 ans, maraîchère bio à Garlan : « Rejoindre ce collectif me permet de me créer du lien avec d'autres femmes de l'agriculture, pour innover, se ressourcer et conduire ensemble des projets ! ».

Rés'Agri 29 prépare, le 3 novembre 2026 à Pleyben, un temps fort « Et si on semait du lien ? Du terrain aux réseaux sociaux, comment faire vivre nos échanges aujourd'hui ».

CAP SUR LE CONGRÈS DÉPARTEMENTAL

La Commission féminine de Rés'Agri 56 devenue « Les Agri'Actrices » est riche de près de 50 ans d'histoire.

Les moments clés ont été les 5 Congrès des femmes en agriculture organisés tous les 10 ans depuis 1977. Le prochain congrès aura lieu en 2027 et mettra à l'honneur les innovations portées par les femmes en agriculture et questionnera les stéréotypes persistants. Pour cela, Rés'Agri 56 sollicite les autres organisations agricoles pour une organisation commune.

Anne Dupont
Christophe Tachez



RÉS'AGRI

Rés'Agri 29 :
• 7 associations de développement agricole ;
• 1 400 fermes adhérentes ;
• 22 groupes d'échanges ou de projets.

anne.dupont@bretagne.chambagri.fr

<https://resagri29.fr/>

Rés'Agri 56 :
• 7 associations de développement agricole ;
• 550 fermes adhérentes ;
• 51 groupes d'échanges ou de projets.

christophe.tachez@bretagne.chambagri.fr

<https://www.facebook.com/resagri56>

Hélène Collet, éleveuse lait à Hémonstoir (22)

« Personne ne naît en sachant conduire un tracteur ! »

Hélène Collet, installée en production laitière depuis 2009, a rejoint le comité de pilotage « Agriculture au féminin » depuis deux ans.

« Je me suis engagée dans ce collectif pour échanger avec d'autres agricultrices et montrer que nous avons une place à part entière sur nos fermes !

UN PARCOURS ENGAGÉ

J'ai été présidente du comice, aujourd'hui j'en suis membre. Mon diplôme d'ingénieure en agriculture m'a aidé à m'investir et à communiquer. Les responsabilités m'apportent de la confiance. Affirmer ses idées, ce n'est pas facile.

RÉPARTITION DES TÂCHES

J'ai géré seule la ferme pendant quatre ans avant l'arrivée de Frédéric, mon mari et associé. Aujourd'hui, nous gérons la traite ensemble. Il s'occupe des cultures et de l'alimentation, moi de la génétique, du sanitaire, des veaux et des ventes. J'insémine, je soigne. Et les vêlages, j'adore !

"OÙ EST LE PATRON ?"

Un conseiller m'a demandé comment je nourrissais mes vaches, sachant que mon mari travaillait à l'extérieur. J'ai eu envie de répondre : "À la brouette !" Pourtant, c'est bien moi qui ai montré à mon mari le fonctionnement de la pailleuse et du pulvérisateur. À son installation, systématiquement les intervenants ne s'adressaient qu'à lui, comme si j'avais disparu des radars ! Il a fallu recadrer.

S'AFFIRMER, UN APPRENTISSAGE

La formation est un levier. On apprend à tout âge. Dernièrement, je me suis formée à la soudure et ça m'a plu. Personne ne naît en sachant conduire un tracteur ou souder, il faut oser ! »

Propos recueillis

par Nabila Gain Nachi

nabila.gain@bretagne.chambagri.fr



« Je me suis formée à la soudure et ça m'a plu »



AGRICULTURE AU FÉMININ

Depuis 20 ans, le réseau « Agriculture au féminin » encourage et accompagne les femmes vers la prise de responsabilité aussi bien sur leurs exploitations qu'au sein des organisations agricoles.

<https://tinyurl.com/agriculture-feminin>



Sur la plateforme de Saint-Gonnery (Morbihan), 30 modalités ont été testées.

Dérobées hivernales dans la région de Loudéac

REEMPLACER LE RGI PAR UN MÉTEIL ENSILAGE PRÉCOCE

Le groupe 30 000 Oust amont-Lié situé dans la région de Loudéac est constitué d'agriculteurs qui cultivent du méteil en dérobée dans l'objectif de réaliser une implantation de maïs sans labour et sans glyphosate.

Il s'agit de la quatrième année d'observation sur le méteil ensilage. Cette année, il y a deux plateformes après blé — à Saint-Gonnery et à Allineuc —, ainsi qu'une autre après maïs à Plœuc-L'Hermitage. Nous avons identifié six piliers pour la réussite de cette dérobée.

LES CONDITIONS DE RÉUSSITE À RESPECTER

Le premier pilier est **le choix de parcelle**. Celle-ci doit être non-hydromorphe, sans problématique de ray-grass et avec une bonne réserve utile en eau dans l'idéal supérieur à 120 mm afin d'éviter de pénaliser le maïs.

Le deuxième pilier est **le choix du mélange**. Celui-ci doit se faire par rapport au précédent qui induit la date de semis. Les semis précoces vers la mi-septembre permettent l'utilisation de seigle forestier, triticale tardif avec

un profil peu sensible aux maladies, de vesce velue et de trèfle de Squarrosom et Micheli. Attention ce dernier a un PMG de 1 g contre 4 g pour le Squarrosom. Pour les semis tardifs après le 15 octobre, les possibilités diminuent puisque prédire la météo hivernale est compliqué. Il vaut mieux avoir un mixte triticale-seigle fourrager, Vesce velue-commune et du trèfle de Micheli, plus résistants aux

conditions humides.

Le troisième pilier est **le stade de récolte**. Pour déterminer ce stade, il faut tout d'abord prendre en compte la part de légumineuses dans la biomasse début avril. Au-delà de 50 %, on peut attendre pour faucher. Ensuite, le stade repère est la "dernière feuille étalée" de la graminée au-delà la MAT en vert passe de 140 g/kg à 90 g/kg à l'épiaison.



Pas de fertilisation en sortie d'hiver

Cette année, la moitié de chaque modalité a été fertilisée avec 40 uN d'engrais minéral le 25 février. Cela a permis de confirmer plusieurs constats sur la fertilisation en sortie d'hiver.

Globalement, elle :

- Augmente légèrement le rendement

en ayant une proportion de graminées plus élevée ;

- Diminue la valeur en MAT, du fait de la baisse de proportion de légumineuses ;
- Accélère la date de déclenchement de la récolte donc diminue la souplesse d'exploitation.

À noter que plus on attend, plus la vesce accroît en rendement et augmente le niveau de MAT du mélange. Il faut également être prêt à organiser son chantier de récolte : les 6 et 7 avril dernier, les deux jours à plus de 27 °C, le méteil a pris 1 t de MS par hectare !

Le quatrième pilier est le **protocole de fauche**. L'important est de réussir à sécher le fourrage pour le valoriser dans la ration. La fauche à plat doit être systématique puis, si possible, un andainage avant ensilage dans l'objectif d'avoir au moins 30 % de MS.

Le cinquième pilier est la **réduction du travail du sol**. Avec du RGI, vous disposez d'un mois pour faire la préparation du sol pour le maïs, tant mieux puisque celui-ci demande de nombreux passages, de 2 à 3 heures par hectare. Avec le méteil, vous ne disposez que de 10 à 15 jours pour faire les travaux ! Heureusement, il améliore la texture du sol déjà friable et peut être conduit **sans labour, sans glyphosate**. En optimisant, vous pouvez effectuer la destruction et la préparation du sol en 1,25 heure par hectare.

Le sixième pilier est le **choix de fertilisation pour le maïs**. À la vue de la date d'apport, privilégiez des effluents rapidement disponibles : lisier, fumier de volaille, fumier vieilli.

Le seul point de vigilance est le risque maintien du piétin-échaudage. Il est donc recommandé de diversifier la rotation.

Sébastien L'Hermite

sebastien.lhermite@bretagne.chambagri.fr

Bilan économique d'un méteil ensilage en remplacement d'un RGI en dérobée

		€/10 ha	Commentaires
Coût de semence	+	400 €	Un mélange de méteil qui fonctionne à un coût d'environ 140 €/ha
Rendement	-	300 €	+ 0,5 t MS/ha représente une économie de récolte de 1 ha par tranche de 10 ha par rapport à un RGI
MAT	-	260 €	Une valeur en MAT supérieur de 40 g/kg permet une économie de correcteur azoté
Fertilisation sortie hiver	-	400 €	L'économie d'un apport de 40 uN (base ammonitrée 33,5% à 333 €/t)
Coût du travail du sol du maïs en € sans Main-d'œuvre (MdO)	-	600 €	Une économie de travail du sol (tracteur + GNR 0,65 €/l + amortissement outil + pièces d'usures)
MdO travail du sol en heure (h)	-	250 €	En moyenne 1,25 heure/ha de main-d'œuvre
Total		-1 410 €	Une économie globale de 1 460 € pour 10 ha sans compter la valorisation de la baisse du bilan carbone

Le coût supplémentaire des semences est rapidement rentabilisé.



Un méteil au stade récolte.



**CONSEIL CULTURES
BRETAGNE**

Consultez le Conseil Cultures Bretagne sur notre site bretagne.chambres-agriculture.fr, des observations, alertes et conseils au cours de la saison :

<https://tinyurl.com/conseil-cultures-bzh>



Favoriser une graminée ou la vesce ?

Est-ce qu'il vaut mieux favoriser une graminée qui sera à 90-140 g de MAT/kg selon le stade ou favoriser la vesce qui restera à 300 g de MAT/kg ? Le trèfle rentre peu dans l'équation, car il contribue faiblement au rendement et à l'augmentation de la MAT (210 g/kg). À Saint-Gonnery, cette année, la fauche a eu lieu le 9 avril et la récolte le 11 avril avec environ 10 jours d'avance sur une

année moyenne. Le rendement a été de 5 t MS/ha pour une MAT en vert de 240 g/kg.

La destruction pourra se faire simplement avec l'enchaînement suivant : apport de lisier, outils à dents, outils à disques puis semis en solo. Enfin un passage de rouleau « Cambridge » sera réalisé après le semis afin de préparer le désherbage mécanique du maïs.



Observation des oiseaux en verger avec la LPO.

Biodiversité fonctionnelle

OISEAUX ET CHAUVES-SOURIS : AUXILIAIRES DES VERGERS

Depuis mars 2025, des arboriculteurs bretons s'intéressent aux oiseaux et chauves-souris présents dans leurs vergers afin de mieux comprendre leurs rôles dans la lutte contre l'anthonyme et le carpocapse.

Les oiseaux insectivores — mésanges, rouges-gorges, pinsons... — et les chauves-souris sont des chasseurs redoutables pour les ravageurs des vergers. Les mésanges, par exemple, peuvent détruire jusqu'à 90 % des carpocapses au stade cocon, avant que les chenilles n'attaquent les fruits. De leur côté, les chauves-souris consomment jusqu'à 3 000 insectes par nuit, dont des papillons nocturnes comme le carpocapse ou la tordeuse orientale.

Actifs de jour comme de nuit, ces auxiliaires se complètent et interviennent à différents stades des ravageurs. De nombreuses études en zone tempérée confirment leur contribution à

la régulation naturelle, en complément des stratégies de protection existantes.

73 ESPÈCES RECENSÉES

Depuis 2025, la Chambre d'agriculture de Bretagne anime le projet Agriculture écologiquement performante (AEP) « Insectivores en verger », en partenariat avec le Cidrec et des associations naturalistes. L'objectif est d'identifier les espèces présentes et de mesurer leur

impact potentiel sur les populations de carpocapses et anthonomes.

Grâce à des écoutes actives, la LPO, Ligue de Protection des Oiseaux, a permis de montrer que les vergers inventoriés accueillaient 58 espèces d'oiseaux recensées, dont 36 nicheuses et 660 couples observés, avec une douzaine de couples par hectare. Les espèces les plus fréquentes sont la mésange bleue, le rouge-gorge familier, le pouillot véloce, le pinson des arbres et le merle noir.

Côté chauves-souris, 15 espèces ont été identifiées grâce aux enregistrements acoustiques et aux captures nocturnes par l'association Cawa. On y retrouve

Des prédateurs jour et nuit

notamment pipistrelle commune, oreillards roux, barbastelles d'Europe, petits rhinolophes et sérotines communes. Toutes ces espèces sont insectivores et consomment des ravageurs nocturnes. Une étude italienne menée en 2024 par des chercheurs montre même que la présence de ces espèces de chauves-souris peut réduire de 32,5 % les dégâts de carpocapse observés sur les pommes.

POUR LES ATTIRER

Pour favoriser la présence des oiseaux et des chauves-souris, vous pouvez **installer des nichoirs** adaptés aux espèces locales (mésanges, chauves-souris), **conserver de vieux arbres** et des haies, qui offrent gîte et couvert à de nombreuses espèces, **créer des points d'eau** (mares, abreuvoirs) pour répondre à leurs besoins ou encore **limiter les traitements chimiques** aux périodes où les oiseaux nichent et se nourrissent activement (printemps-été).

En mars 2026, dans le cadre du projet AEP, les agriculteurs ont construit, avec l'association Cawa, la Chambre d'agriculture de Bretagne et le Cidrec, des nichoirs à chauves-souris adaptés à leur bâti d'exploitation. Des suivis réalisés l'année prochaine permettront de savoir lesquels sont occupés, à quelle densité et ainsi favoriser la présence de cet auxiliaire dans les vergers adjacents.

Laurence Albert

laurence.albert@bretagne.chambagri.fr



Les mésanges peuvent détruire jusqu'à 90 % des carpocapses au stade cocon, avant que les chenilles n'attaquent les fruits.

Géraldine



Les chauves-souris consomment jusqu'à 3 000 insectes par nuit, dont le carpocapse ou la tordeuse orientale.

Nils Bouillard



Le projet AEP Cidrec Insectivores

Le Cidrec, avec l'appui de la Chambre d'agriculture de Bretagne, accompagne depuis mars 2025 un groupe de neuf arboriculteurs pour évaluer le rôle potentiel des oiseaux et des chauves-souris dans la régulation naturelle du carpocapse et de l'anthonyme du pommier.

Le projet repose sur un suivi croisé : identification des auxiliaires (observations de terrain, enregistrements acoustiques et captures nocturnes pour les chauves-souris, suivis ornithologiques) et mesure des dégâts de ravageurs (battage, observation des

bourgeons attaqués, piégeage, suivi des fruits infestés). Cette approche permet de mieux relier présence des insectivores et pression parasitaire. Les agriculteurs testent également des aménagements favorables à la biodiversité : pose de nichoirs, maintien d'infrastructures agroécologiques (haies, arbres creux) et adaptation des pratiques phytosanitaires. Soutenu par la Région Bretagne via le dispositif AEP, ce projet, d'une durée de 3 ans, vise à produire des références techniques concrètes et transférables aux producteurs.



POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez des éléments sur le projet :

<https://tinyurl.com/auxiliaires-vergers>

Contacts :

- Dominique Biche, conseiller arboricole et vergers cidricoles, 06 70 16 39 39
- Laurence Albert, chargée de mission biodiversité, 06 62 10 98 10



Mise en place d'un nichoir à chauve-souris avec le groupe d'arboriculteurs et l'appui de l'association Cawa.

Avancer ensemble

POUR MAINTENIR DES VÉTÉRINAIRES EN BRETAGNE

Agir pour assurer un maillage vétérinaire rural solide en Bretagne est un enjeu majeur, dans notre région d'élevage qui s'est crue épargnée, mais est en crise de vocation. Des solutions existent.



Au Gaec des vallons (Langon, 35), un partenariat s'est noué entre l'éleveur et son vétérinaire. Après la vaccination du troupeau, ici l'examen clinique de quelques vaches « qui bricolent », réalisé avec une stagiaire vétérinaire. (voir aussi page 25)

La pratique vétérinaire rurale est en crise dans certains endroits, mais c'est une crise souvent invisible, tant les vétérinaires ruraux sont majoritairement motivés ou impliqués dans les missions de continuité des soins 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 et dans la veille sanitaire. Ces vétérinaires ruraux sont souvent âgés. Comme pour les éleveurs, la fréquence des gardes, notamment de nuit, et les conditions de travail pèsent et attirent peu les jeunes praticiens et praticiennes qui doivent concilier leur activité professionnelle et leur vie de famille.

Résultat : la baisse du nombre de vétérinaires exerçant la rurale en Bretagne est de 7,9 % entre 2020 et 2024, alors que la population de vétérinaires totale augmente de 9,7 %.

Pour la moitié des cliniques vétérinaires bretonnes qui ont une activité rurale, celle-ci représente moins de 20 % de l'activité. Elle s'arrête fréquemment à l'occasion de rachats de cabinets ou de départs en retraite. Et à ces moments-là, l'heure est grave pour les éleveurs concernés.

CONCERTATION ÉLEVEURS-VÉTÉRINAIRES

La Chambre d'agriculture de Bretagne copilote avec l'Ordre régional des vétérinaires une cellule régionale qui mène des actions pour tenter de trouver des solutions adaptées. Y participent également GDS Bretagne, la Draaf Bretagne, le Conseil Régional et les

organisations professionnelles vétérinaires techniques (GTV Bretagne) et syndicales (SRVEL). Cette cellule peut mobiliser une boîte à outils développée au niveau national et décline les solutions les plus adaptées face à des situations d'urgence variables. Cela va de situations d'éleveurs qui se retrouvent sans vétérinaire jusqu'à de la sensibilisation de territoires qui sont, ou du moins se sentent, épargnés. Cette cellule peut aussi, travailler auprès des collectivités territoriales

pour faciliter les stages ou l'installation de jeunes vétérinaires, comme elles le font pour les médecins, se mobiliser pour faire venir des jeunes. Elle peut aussi travailler sur l'organisation des soins, des gardes.

Mais elle encourage aussi chacun à réfléchir à ce qu'il peut mettre en place à son niveau pour favoriser l'attractivité de la pratique rurale ou améliorer l'organisation actuelle. Ce sera la condition pour que de jeunes vétérinaires choisissent de venir s'installer en Bretagne les prochaines années et soulagent ou prennent le relais de leurs aînés.

Marylise Le Guénic

Marylise.leguenic@bretagne.chambagri.fr

Une crise souvent invisible

Travailler les motivations pour la rurale

Lorsqu'on interroge les vétérinaires en place sur ce qui a motivé, motive ou motiverait leur désengagement de la rurale, ils citent en premier des gardes trop fréquentes, le cantonnement à la gestion d'urgences ou à des tâches ingrates, comme la prophylaxie, la rentabilité et des contraintes d'organisation différentes de la canine, et enfin des freins liés aux conditions de travail telles que les problèmes de

contention des animaux, ou déplacements allongés.

Lors d'une enquête auprès de futurs vétérinaires, la possibilité de pratiquer la médecine et la chirurgie lors de stage est essentielle dans leur choix, mais celle de pouvoir faire des suivis d'élevage vient juste après. Enfin leur problématique est souvent le logement. Autant de pistes à réfléchir et travailler.



POUR ALLER PLUS LOIN

Dossier à l'intention des collectivités – Vétérinaires ruraux : comment agir pour assurer un maillage solide en Bretagne ?

À découvrir sur agriculture-collectivites.bzh

<https://tinyurl.com/veto-bzh>



À LIRE

Un article sur le maillage vétérinaire au service de l'élevage est proposé sur :

www.veterinaire.fr.

<https://tinyurl.com/2dw2x3tz>



REGARDER

Le replay du webinar 'Assurer un maillage vétérinaire solide en Bretagne' :



Martine et Pascal Laurent, éleveurs laitiers dans le Finistère

LORSQUE NOS « VÉTOS » PRENNENT LEUR RETRAITE



Martine et Pascal Laurent

Martine et Pascal Laurent sont installés en couple sur la commune de Brennilis, ils nous racontent comment s'est passée la transition lors du départ en retraite des deux associés de leur cabinet vétérinaire.

Pascal s'est installé sur la ferme familiale en 1998 et a été rejoint par Martine en 2008. La ferme ne s'est pas agrandie, ils occupent 130 ha pour élever 50 vaches laitières et la suite ainsi que des poulets de chair. Historiquement ils étaient suivis par le cabinet vétérinaire d'Huelgoat.

À LA RECHERCHE D'UN REPRENEUR

Les deux associés du cabinet vétérinaire partant à la retraite ont cherché un repreneur : « Nous avons reçu plusieurs visites de candidats, nous avons peur que le cabinet ne soit pas repris ou que cela ne se passe pas bien avec les nouveaux vétérinaires, mais aucune candidature n'a abouti ». Le cabinet a finalement été racheté par un fonds de pension dont l'antenne la plus proche est située à une quarantaine de kilomètres.

L'HEURE DES CHOIX

Pour Martine et Pascal, c'est l'heure des choix. « Nous avons tenté le coup

par respect pour nos anciens vétérinaires, mais nous avons senti que les nouveaux se trouvaient un peu contraints et forcés d'intervenir sur le secteur, la distance étant importante pour eux ». Les éleveurs étaient quant à eux inquiets du temps d'intervention. « En cas de vêlage difficile, il aurait fallu compter

au minimum 45 minutes, c'est trop. Après seulement quelques mois, nous avons contacté le cabinet vétérinaire de Pleyben, que nous connaissions déjà un peu. Leur équipe est jeune et assez nombreuse avec 5 à 6 vétérinaires bovins. Ils ont probablement enquêté sur nous avant de nous prendre, le relationnel c'est important dans les deux sens. Nous sommes très contents. Il y a plusieurs femmes dans l'équipe, elles ont plein d'astuces pour compenser une moindre force physique, elles donnent beaucoup d'explications et ont une autre façon de voir les choses. Mais nous avons eu la chance d'avoir le choix, tous ne l'ont pas. En début d'année, nous avons changé de cabinet vétérinaire également pour l'atelier volailles, suite à plusieurs refus d'intervention liés à la distance. »

« Nous avons eu de la chance d'avoir le choix, d'autres ne l'ont pas »

**Propos recueillis par
Claire Vêtelé**

claire.vetele@bretagne.chambagri.fr

Charles Fossé et Olivier Blin, éleveurs laitiers en Ile-et-Vilaine

CONTRACTUALISER LE SUIVI VÉTÉRINAIRE

À Langon, au Gaec des Vallons, éleveurs et vétérinaires ont noué un nouveau partenariat gagnant-gagnant depuis 3 ans au travers d'un contrat de suivi du troupeau.

La contractualisation volontaire de certains éleveurs avec leur vétérinaire, au niveau qu'ils souhaitent, peut-être une des solutions pour consolider le maillage. Elle ne doit pas avoir de caractère obligatoire, elle peut permettre aux éleveurs volontaires l'instauration d'un climat serein et de confiance entre l'éleveur et le vétérinaire.

Charles Fossé et Olivier Blin ont choisi de travailler différemment avec leur vétérinaire : « Nous souhaitions un suivi plus rapproché et plus approfondi de la reproduction, avec notamment un examen des vaches à problèmes ». Ils ont opté pour l'offre couplée avec le suivi sanitaire. Ce contrat inclut pour une somme forfaitaire de 38 € par vache vêlée : le suivi de la reproduction, avec l'examen des vaches

vêlées dans le mois ou des vaches douteuses, le diagnostic de gestation sur celles qui ont une insémination artificielle de plus de 30 jours, et la confirmation le mois suivant, les déplacements et visites pour des animaux malades ou pour la vaccination. Il leur reste à payer : les médicaments, incluant une remise de 10 % sur le préventif, et les surcoûts liés aux interventions du soir ou du week-end.

« Moins de perte au final et plus de sérénité »

« LE VÉTÉRINAIRE EST UN VRAI PARTENAIRE »

« On apprécie la vue d'ensemble du troupeau comme le lien entre nos soucis et la FCO par exemple. Ils passent au moins une fois par mois sur la ferme pour le suivi de la reproduction. Et on hésite moins à appeler quand il y a un souci, il y a donc moins d'interventions d'urgence. On s'y retrouve. On a créé une relation de confiance sur la ferme, le vétérinaire est un vrai partenaire. Au niveau financier, il n'y a pas de grande différence sur les coûts vétérinaires. Mais on a eu moins de soucis et beaucoup moins de mortalité de veaux ces deux derniers hivers. Nous étions confrontés à des diarrhées néonatales et des soucis respiratoires. On a mis en place à la fois de la vaccination et on a retravaillé l'alimentation des vaches tarées ».

La mortalité des veaux a été divisée par deux et il n'y a aucune perte à déplorer depuis début 2026. Une étude menée par Oniris donne des tendances similaires : si les frais vétérinaires augmentent dans un premier temps, le retour sur investissement a été évalué à trois ans, grâce aux actions préventives mises en place.

UNE PRATIQUE RURALE PLUS ATTRACTIVE

Pour les vétérinaires, le métier est plus intéressant avec la vision de l'animal et du troupeau qu'on suit dans le temps. Cela permet aux vétérinaires de se relayer pour les gardes de nuit et de week-end. C'est moins stressant pour de jeunes vétérinaires, les cas étant moins avancés donc moins graves.

Charles Fossé conclut : « Il faudra qu'on fasse tous des efforts si on veut continuer à avoir un service. »

Marylise Le Guénic

marylise.leguenic@bretagne.chambagri.fr



« Nos véto passent au moins une fois par mois sur la ferme pour le suivi de la reproduction »

Biosécurité interne

LES RÈGLES À SUIVRE EN ÉLEVAGE

Dans le contexte des maladies émergentes qui touchent plusieurs espèces d'animaux d'élevage comme la fièvre aphteuse, la peste des petits ruminants, la fièvre porcine africaine, rappel des bonnes pratiques de biosécurité internes.

La biosécurité interne constitue l'ensemble des mesures visant à limiter la propagation des agents pathogènes au sein même d'un élevage porcin. La biosécurité externe empêche l'entrée des maladies, la biosécurité interne limite les contaminations internes à l'élevage.

LA MARCHÉ EN AVANT

La marche en avant représente la base de la biosécurité interne. Les déplacements se font des zones les plus propres vers les zones les plus « sales », donc les plus contaminées, sans retour en arrière. La journée de travail commence donc par les animaux les plus jeunes et vulnérables avant de s'occuper des porcs plus âgés. La séparation stricte des secteurs d'élevage est également essentielle. Maternité, post-sevrage et engraissement doivent fonctionner comme des unités distinctes, avec tenues, chaussures et matériel dédiés.

LES MESURES PRATIQUES

Le nettoyage et la désinfection systématiques des locaux entre chaque lot d'animaux permettent de rompre les cycles infectieux. Quand c'est possible, un vide sanitaire d'au moins sept jours optimise l'efficacité de ces opérations. La gestion des animaux malades se fait si possible **en infirmerie** isolée et visitée en dernier. Les animaux malades ne réintègrent pas leur groupe d'origine.



Changer de tenue et de bottes entre les bâtiments permet de réduire les risques de transporter un pathogène d'un stade physiologique à l'autre.

Les nuisibles — les rongeurs et les insectes — doivent être contrôlés car ils peuvent être vecteurs d'agents pathogènes entre les bâtiments. L'élevage doit comprendre **une quarantaine** pour l'introduction d'animaux reproducteurs sur l'élevage, **un quai pour l'embarquement** des animaux et **une aire d'équarrissage** avec des bacs fermés et étanches.

L'HYGIÈNE DU PETIT MATÉRIEL

Le petit matériel représente un vecteur de contamination souvent sous-estimé. Seringues, pinces coupe-queue, meuleuses à dents, scalpels de castration peuvent véhiculer des pathogènes d'un animal à l'autre. La gestion des aiguilles lors des injections est aussi importante. Pour éviter toute transmission d'agents pathogènes par voie sanguine, les recommandations sont **une aiguille par truie** et **une aiguille par portée pour les porcelets**.

Camille Gérard

camille.gerard@bretagne.chambagri.fr

LE CHIFFRE

30 %

C'est le nombre d'élevages conformes à un audit Pig Connect Biosécurité.



POUR ALLER PLUS LOIN

À lire sur bretagne.chambres-agriculture.fr

• FPA : où en sommes-nous ?

<https://tinyurl.com/fpa-cab>

• Appel à vigilance : maladies animales émergentes

<https://tinyurl.com/vigilance-sanitaire>

La ventilation dynamique tunnel est la norme en Catalogne.

Transition climatique

DES POULAILLERS CATALANS ADAPTÉS AUX FORTES CHALEURS

Les poulaillers non adaptés à la chaleur ne sont plus reprenables. C'est le constat dressé par la Fédération Avicole Catalane. Face à des étés de plus en plus caniculaires, la filière ibérique a revu ses pratiques.

En 2050, le nombre de jours avec un risque de coup de chaleur en Bretagne devrait doubler. La filière espagnole, déjà confrontée à cette situation, peut nous inspirer quant à la gestion des températures élevées. Il faut néanmoins garder à l'esprit que les conditions hygrométriques différentes peuvent avoir une incidence sur la gestion des coups de chaleur.

DÉBITS DE VENTILATION NETTEMENT SUPÉRIEURS

Dans les élevages catalans visités, la ventilation est exclusivement dynamique et longitudinale, avec des vitesses d'air bien plus importantes qu'en Bretagne. Ce système, couplé à du cooling, permet aux animaux de résister à plusieurs jours consécutifs au-delà de 30 °C, quand le taux d'humidité le permet. Lorsque l'humidité est importante — sur le littoral ou dans les terres selon l'orientation du vent — et que ni le cooling ni la brumisation ne peuvent être utilisés, tout repose alors sur la vitesse de l'air. Dans les bâtiments observés, le débit atteint 420 000 m³ par heure, pour une vitesse de l'air d'environ 3 m/s.

LE COOLING, UN ÉQUIPEMENT EFFICACE

Le principe du cooling repose sur le même mécanisme physique que la brumisation : le passage de l'eau de l'état liquide à l'état gazeux nécessite de l'énergie, ce qui abaisse la température de l'air. Cet air ressort du cooling plus chargé en humidité, mais plus frais.

La différence avec la brumisation réside dans le mode d'apport de l'eau : dans le cas du cooling, l'eau ruisselle sur un panneau alvéolaire de 15 cm d'épaisseur, en cellulose ou en plastique. Ce panneau est positionné au niveau des entrées d'air, à l'extrémité opposée aux extracteurs, le bâtiment fonctionnant en

dépression. La baisse de température entrante peut atteindre jusqu'à 12 °C.

Toutefois, ce système a ses limites : au-delà de 80 % d'humidité relative, le cooling ne peut plus être mis en route ; ce qui peut constituer un frein selon le contexte hygrométrique. Par ailleurs, l'entretien des panneaux de cooling en plastique ou le remplacement des panneaux en cellulose tous les 4 à 5 ans est à prendre en compte.

Élodie Dezat

elodie.dezat@bretagne.chambagri.fr

Les visites ont pu être réalisées grâce à un financement du GIVC et du Cravi Bretagne.

LE CHIFFRE

3 m/s

C'est le débit de la ventilation des élevages catalans visités.



COUPS DE CHALEUR

Téléchargez l'application d'alerte en cas de coups de chaleur, et consultez des ressources pour la prévention du stress thermique en élevage :

<https://climatbat.chambres-agriculture.fr/>

Station expérimentale lait de la Chambre d'agriculture de Bretagne

LA FERME DE TRÉVAREZ BIO A 10 ANS !



La station accueille un système bio autonome et pâturant, construit autour de deux leviers : le robot de traite mobile et le croisement à 3 voies.

La station expérimentale de Trévarez est toujours prête à répondre aux besoins des agriculteurs. Depuis 10 ans, elle compte deux fermes, dont une en agriculture biologique.

Le troupeau en agriculture biologique de Trévarez a été certifié bio le 4 mai 2015, avec un objectif central : atteindre 100 % d'autonomie alimentaire. Pour y parvenir, le système repose sur un maximum de pâturage dès les premiers jours de vie, avec deux périodes de vélages groupés, printemps et automne. Le choix d'un robot de traite mobile a permis de rendre accessible aux vaches laitières un îlot de 23 ha et d'assurer une ration basée sur le pâturage plus de la moitié

de l'année. Le parcellaire bio de 85 ha est très morcelé avec 3 îlots séparés de plus de 5 km du bâtiment où l'accessibilité est limitée à 11 ha.

Les 50 vaches laitières sont en système 100 % pâturage de mi-mars à mi-octobre, grâce à la mobilité du robot, qui offre un accès à 45 ares par vache. En cas de manque de fourrage en été, accentué par le changement climatique, un complément en enrubanné ou une traversée de route est possible.

Un système
fondé sur
l'autonomie
alimentaire

L'autonomie fourragère à 100 % est atteinte depuis 2015, et l'autonomie en concentrés dépasse 97 % depuis 10 ans, notamment grâce à des essais de luzerne déshydratée.

CONCILIER ROBOT ET 100 % PÂTURAGE

L'expérience de Trévarez prouve qu'il est possible de concilier robotisation en bio et alimentation 100 % herbe sans bâtiment. Le coût alimentaire est maîtrisé : moins de 20 €/1 000 l au printemps (100 % pâturage) et 90 €/1 000 l en hiver. Des adaptations ont été réalisées : porte de tri pour des paddocks de jour et de nuit (12 heures chacun), chemins stabilisés, bacs à eau, et mesure hebdomadaire de la pousse de l'herbe. La motivation des animaux, stimulée par de l'herbe fraîche à chaque changement de paddock (pilote au fil avant), garantit une

bonne circulation.

De nombreuses expérimentations ont été menées : changement de paddocks 2 à 3 fois par jour, suppression du concentré au robot depuis 2021 sans impact sur la fréquentation et la production laitière au pâturage, et en 2025, mesure des émissions de méthane au pâturage.

UN TROUPEAU QUI A CHANGÉ DE COULEUR

Le premier croisement, initié en 2015, a conduit à un troupeau de 50 vaches laitières croisées Holstein × Jersiaise × Normande. Il est 100 % croisé depuis 2021. La première génération (F1) a été rapidement reformée entre 2019 et 2022 pour étudier les performances des générations suivantes (G2 et G3). Ce croisement répond aux objectifs initiaux : taux protéiques (TP) élevés (+4 points en 10 ans), meilleur état corporel en fin d'hiver, fertilité accrue et santé des mamelles améliorée, tout en conservant des vaches adaptées au robot, au bon tempérament et fertiles pour maintenir les vêlages groupés au printemps et à l'automne.

Ces objectifs sont aujourd'hui atteints avec l'augmentation des taux sans dégrader la production laitière après 10 ans de croisement. Les races jersiaise et normande ont amélioré la matière utile. Ces taux élevés se maintiennent avec les générations suivantes, même avec le retour de taureaux Holstein pour les quatrièmes générations. De plus, la perte d'état des animaux en fin d'hiver a presque disparu. De nombreux essais ont été réalisés depuis 10 ans portant sur la production du lait bio en hiver à base de fourrages équilibrés produits sur l'exploitation.

Claire Caraes

claire.caraes@bretagne.chambagri.fr



La station évolue...

La ferme bio de Trévarex dispose depuis 10 ans d'un parcellaire morcelé. Entre 2027 et 2030, le parcellaire sera progressivement groupé. Le troupeau se fixera ainsi sur le site de Guernévez bio, où se situe actuellement le bâtiment, avec comme grande nouveauté le passage du robot vers une salle de traite, plus représentative des systèmes bio.

Le robot de traite ne disparaîtra pas de Trévarex car il sera dédié au troupeau

de 50 vaches du système bas carbone. Ce troupeau sera conduit de manière à activer tous les leviers pour réduire au minimum son empreinte carbone, tout en maintenant la moyenne de production laitière bretonne.

La station de Trévarex écrit une nouvelle page de son histoire. Sur le site dédié à l'agriculture biologique, les nouveaux essais commenceront dès 2027.



Le troupeau est logé sur le site de Guernévez bio.



POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez les résumés d'étude sur FarmXP.fr :

<https://www.farmxp.fr/>

Suivez l'actualité de la station sur Facebook :

<https://tinyurl.com/trevarez-fb>

En vidéo :
Robot de traite
et pâturage à Trévarex



SUR LE WEB

Publications, actualités, formations, accompagnement



bretagne.chambres-agriculture.fr/me-faire-accompagner/produire-en-bio-et-conventionnel/produire-en-bio/

PROaGRI
POUR VOUS. AUJOURD'HUI. ET DEMAIN

PACK CONSEIL AGROCULTURES

Envie de **conseils
indépendants,
d'optimiser vos
intrants** et d'**augmenter
vos marges** ?



Bénéficiez d'un accompagnement technique de
votre conseiller expert sur toute l'année :

- Conseil et suivi technique personnalisés et adaptés
- Relation de proximité et de confiance
- Conseils sur mesure pour répondre au défi de demain
- Respect des obligations réglementaires
- Optimisation des intrants
- Gain jusqu'à 120 €/ha sur les charges opérationnelles

Échanger, innover, partager vos réussites en groupe,
pour avoir un temps d'avance

bretagne.chambres-agriculture.fr

   /ChambagriBzh


**CHAMBRE
D'AGRICULTURE**
BRETAGNE



S'adapter c'est anticiper ! — la Ferme du Lycée La Lande de la Rencontre, à Saint-Aubin-du-Cormier (Ille-et-Vilaine)

Face aux changements climatiques en Bretagne

UNE CINQUANTAINES D'AGRICULTEURS TESTENT LEUR RÉSILIENCE

Dans le cadre du programme national Climaterra, en Bretagne, 50 agriculteurs diagnostiquent leur vulnérabilité et planifient l'adaptation de leur système à court, moyen et long terme.

S'adapter, avec Climaterra, c'est me poser autour de la table de l'exploitation avec un « coach » climat et me poser les bonnes questions. La structure de l'exploitation est-elle vulnérable ? On questionne l'accès à l'eau, la résistance des sols à la sécheresse, le maintien de l'ambiance en bâtiment, le système fourrager et les stocks de fourrages, la santé du troupeau, la trésorerie, l'autonomie, le parcellaire et l'aménagement... Puis, on fait le tour des pratiques comme le comptage de l'eau, la gestion des prairies, la régulation des bâtiments, le travail du sol...

Tout cela est mis en perspective avec les indicateurs agroclimatiques de **la base gratuite en ligne Agriclim**. Cet outil permet de connaître localement les évolutions passées du climat, et aussi les projections pour le futur. Ainsi on définit les atouts et les faiblesses de l'exploitation. Souvent on se pose la question suivante : « Et si deux

années 2022 devaient se succéder... que se passe-t-il ? »

Ensuite, on recherche les solutions pour l'adaptation : aménagements dans les bâtiments, sécurisation du système fourrager, pratiques pour augmenter la matière organique des sols, plantations d'arbres, diversification du revenu, évolution des variétés et espèces cultivées, introduction de cultures à double fin, protection et abreuvement des animaux en cas de coup de chaleur, modification des repas... De nombreux leviers existent ! Ils sont programmés dans un plan

d'action, avec une mise en œuvre étalée dans le temps.

Laurence Ligneau

Laurence.ligneau@bretagne.chambagri.fr



CHALEUR SENSIBLE

Écouter le témoignage en podcast de Laurent Douard :

<https://tinyurl.com/laurent-douard>



Il a dit

LAURENT DOUARD,

Directeur de la ferme du lycée agricole de Saint-Aubin-du-Cormier (35)

« Dans notre élevage bovin-viande et brebis, nous faisons face à plusieurs vulnérabilités : prairies sur sols hydromorphes sensibles à l'augmentation de la pluviométrie hivernale, dépendance totale au réseau d'eau potable et revenu peu diversifié. Avec plusieurs conseillers spécialisés de la Chambre d'agriculture, nous avons défini un plan d'adaptation : modification des mélanges prairiaux et des pratiques de pâturage tournant, dimensionnement d'un projet de panneaux solaires, vérification des consommations d'eau, étude sanitaire et juridique pour la remise en service d'un puits, et élaboration d'un plan de gestion durable des haies. »

Anticipez !

METTRE TOUT EN ŒUVRE POUR MINIMISER LES RISQUES D'INCENDIE

Les travaux des champs s'intensifient et il est temps de programmer la préparation des machines pour les récoltes. Ne passez pas à côté de cette étape indispensable qui contribue à limiter les départs de feux.

Si l'on sait que les conditions météorologiques augmentent considérablement les risques d'incendie lors des récoltes, la préparation du matériel est une des clés que vous pouvez actionner pour réduire ces risques.

ENTREtenir LES MACHINES

Les feux peuvent avoir pour origine des défaillances mécaniques — comme des filtres encrassés, des échappements défectueux ou des pièces usées — ou encore des étincelles provoquées par un choc entre une machine et un obstacle métallique. Les résidus de récolte, l'huile, la graisse et la poussière qui s'accumulent sur les machines peuvent facilement s'enflammer, surtout lorsqu'ils sont exposés à des sources de chaleur, comme des moteurs chauds ou des étincelles.

Un entretien régulier et approfondi peut réduire significativement ce risque : avant le démarrage des récoltes, vérifiez l'absence de fuites sur les circuits, nettoyez les filtres, graissez les mécanismes et les roulements, dépoussiérez. Prendre ce temps-là en amont, c'est gagner en sérénité.

ORGANISER LE CHANTIER

En période de fortes chaleurs, évitez de travailler aux heures les plus chaudes et en cas de vent fort, maintenez une bande de sécurité déchaumée autour des parcelles pour limiter la propagation d'un éventuel feu. Il est important de laisser libre accès aux parcelles pour ne pas perdre de temps avec des véhicules ou matériels à déplacer qui bloqueraient le passage des engins de secours si l'intervention des pompiers devenait

nécessaire.

Et si malgré tout, un feu se déclarait, il est rassurant d'avoir un extincteur en état de marche et facilement accessible. Pour intervenir rapidement, vous pouvez prévoir une tonne à eau à proximité. Tonne à eau et herse sont des moyens de lutte efficaces et peu coûteux au regard des pertes que peut engendrer un feu de chaume.

TOUS CONCERNÉS !

Chaque geste compte pour éviter un départ de feu.

La sécurité des personnes, des exploitations et des territoires repose sur la vigilance, l'anticipation et la responsabilité de chacun.

Anne Courtois

anne.courtois@bretagne.chambagri.fr



Un feu d'aire naturelle à Saint-Just en Ille-et-Vilaine

Sapeurs-pompiers, SDIS 35

LE CHIFFRE

50

En 2025, le SDIS 35 est intervenu pour environ 50 feux de champ.



ÊTES-VOUS PRÊT ?

Les recommandations du SDIS pour assurer la défense incendie de votre exploitation :

<https://www.tinyurl.com/defense-incendie>

L'agroécologie au quotidien

Etudiants et éleveurs ont échangé sur les pratiques pour limiter le salissement des parcelles.

Retour sur le projet Tanggo

QUAND ÉLEVEURS ET ÉTUDIANTS S'ATTAQUENT AUX ADVENTICES

Maîtriser le salissement des parcelles est un enjeu clé en agriculture. Éleveurs et étudiants ont travaillé ensemble pour identifier les leviers à mettre en place sur leurs exploitations.

Dans le cadre du projet Tanggo, le groupe d'éleveurs laitiers de Montfort-sur-Meu (Ille-et-Vilaine) et les étudiants en BTS Acse du lycée de Saint-Exupéry (Rennes) ont travaillé sur les pistes pour limiter le salissement des parcelles. Après avoir été formés, les étudiants ont enquêté auprès des éleveurs sur leurs pratiques. Ils ont présenté leur travail le 5 mars dernier, à l'occasion d'une formation du groupe lait sur la maîtrise du salissement des parcelles à l'échelle de la rotation.

LES LEVIERS PROPOSÉS

Ils ont d'abord rappelé les enjeux de la maîtrise des adventices : gestion du stock semencier du sol, maintien des rendements et qualité des récoltes. Leur synthèse met en avant les leviers à mettre en place : rotation des cultures, désherbage mécanique, faux semis et nettoyage du matériel. Ces pistes ont été creusées le reste de la journée avec les éleveurs.

MIEUX COMPRENDRE ET GÉRER LES ADVENTICES

Pour commencer la formation, agriculteurs et étudiants se sont affrontés dans un

jeu de reconnaissance des adventices. La conclusion : pas si simple de les identifier, surtout à des stades très jeunes. Pourtant, la biologie des adventices peut être très différente en fonction des espèces. Période de levée, mode de reproduction, profondeur de germination des graines, taux annuel de décroissance (TAD), levée de dormance... sont autant de notions qui permettent de choisir les bons leviers préventifs pour limiter leur population. Ainsi les graminées qui ont le plus souvent un TAD élevé sont sensibles au labour occasionnel permettant de se débarrasser du stock semencier. À l'inverse, le chénopode n'est pas sensible à cette technique car la dormance de ses graines est plus élevée. Le faux semis, quant à lui, est particulièrement adapté à des adventices avec une levée groupée comme le séneçon.

LES PISTES RETENUES PAR LES ÉLEVEURS

Pour gérer le chardon et les rumex, les éleveurs privilégient l'allongement des rotations avec des prairies de fauche et le travail du sol en interculture pour

épuiser les réserves racinaires de ces adventices. Pour les prairies pâturées, le groupe retient la solution de la pulvérisation localisée : elle permettrait de réduire de 90 % les doses d'herbicides et résout la problématique de la sélectivité sur le trèfle.

En conclusion, c'est la combinaison des leviers préventifs et la diversification des solutions curatives qui permet une gestion durable du désherbage tout en limitant le risque de sélectionner des résistances.

Amandine Mauger et Fanny Donet

amandine.mauger@bretagne.chambagri.fr



LE SAVIEZ-VOUS ?

La folle avoine a un TAD de 90 %. Au bout d'un an d'enfouissement, 90 % des graines produites perdent leur capacité à germer. Pour autant le labour n'est pas efficace pour gérer cette graminée, car la graine de folle avoine peut germer en profondeur, au-delà de l'horizon labouré.

VOUS SOUHAITEZ ACCOMPAGNER
L'AGRICULTURE DE DEMAIN ?

Rejoignez-nous !



Nous recrutons
en CDD, CDI et stages
dans des domaines variés :
agronomie, élevage, conseil en
entreprise, énergie, environnement...
ainsi que dans les métiers supports.

**Ici
nous cultivons
plus d'un métier !**



recrutement@bretagne.chambagri.fr



Mon#Métier
Ma#Passion

PROagri
POUR VOUS. AUJOURD'HUI. ET DEMAIN

Je **passe**
ma ferme en BIO et
je **conforte**
mon projet

**Vous faites
quoi pour moi ?**



Avancez sereinement dans votre projet BIO, avec nos conseillers experts



bretagne.chambres-agriculture.fr / formation-agriculteurs.com

f t YouTube /ChambagriBzh

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO...



Laurence Albert
Animatrice Ecophyto

laurence.albert@
bretagne.chambagri.fr

page
20



Anne Bertagnolio
Chargée de mission
Économie-Emploi

anne.bertagnolio@
bretagne.chambagri.fr

Dossier



Roger Hérisset
Rédacteur en chef
Chargé de mission
de diffusion et transfert
le-mag@
bretagne.chambagri.fr



Claire Caraës
Chargée d'études
en production laitière AB

claire.caraes@
bretagne.chambagri.fr

page
28



Olivier Carvin
Chargé de mission
économie-emploi

olivier.carvin@
bretagne.chambagri.fr

page
10



Anne Courtois
Chargée d'études politiques
réglementaires
environnementales

anne.courtois@
bretagne.chambagri.fr

page
32



Élodie Dezat
Chargée d'études
en aviculture

elodie.dezat@
bretagne.chambagri.fr

page
27



Anne Dupont
Animatrice Rés'Agri Morlaix

anne.dupont@
bretagne.chambagri.fr

page
16



Nabila Gain
Conseillère relations
humaines

nabila.gain@
bretagne.chambagri.fr

Dossier



Camille Gérard
Chargée d'études santé
alimentation porc

camille.gerard@
bretagne.chambagri.fr

page
26



Sylvie Guiet
Chargée d'études protection
des cultures et biodiversité

sylvie.guiet@
bretagne.chambagri.fr

page
8



Claudie Guyomarc'h
Station expérimentale
de Crécom

claudie.guyomarch@
bretagne.chambagri.fr

page
4



Véronique Hamon
Juriste

veronique.hamon@
bretagne.chambagri.fr

Dossier



Sébastien L'Hermite
Conseiller agronomie
et bassins versants

sebastien.lhermite@
bretagne.chambagri.fr

page
18



Marie-Isabelle Le Bars
Coordinatrice régionale
installation

marie-isabelle.lebars@
bretagne.chambagri.fr

Dossier



Marylise Le Guénic
Vétérinaire chargée d'études
santé, bien-être production
herbivore

marylise.leguenic@
bretagne.chambagri.fr

page
22



**Laetitia Le Moan
Delalande**
Coordinatrice EdE 29

laetitia.lemoan@
bretagne.chambagri.fr

page
4



Laurence Ligneau
Chargée de mission
climat-carbone

laurence.ligneau@
bretagne.chambagri.fr

page
31



Amandine Mauger
Conseillère
en production laitière

amandine.mauger@
bretagne.chambagri.fr

page
33



Christophe Tachez
Animateur groupe de
développement Morbihan

christophe.tachez@
bretagne.chambagri.fr

page
16



Morgane Talidec
Conseillère circuits-courts
- agritourisme

morgane.talidec@
bretagne.chambagri.fr

page
6



Astrid Van der Hecht
Chargée d'animation
territoriale Hennebont

astrid.vanderhecht@
bretagne.chambagri.fr

page
5



Claire Vételé
Conseillère spécialisée
en production lait
et environnement

claire.vetele@
bretagne.chambagri.fr

page
24

**RENDEZ-VOUS LE 17 juillet
pour le prochain numéro du mag !**



PROagri

POUR VOUS. AUJOURD'HUI. ET DEMAIN

CONSEIL GEEP®

**Maîtrisez les consommations
et réduisez les émissions de
votre élevage de porcs**

Nos experts vous accompagnent pour :

- **GAIN ENVIRONNEMENTAL :**
Réduction des pertes azotées au stockage
Optimisation du pouvoir fertilisant de l'effluent
- **GAIN FINANCIER :**
Amélioration technico-économique
- **AIDES :**
Contribution à l'obtention des points
supplémentaires (Agri-invest)

**Gagnez en performance et
optimisez les ressources**

Contact :
Estelle KERGUILLEC
06 30 02 34 04
estelle.kerguillec@bretagne.chambagri.fr

bretagne.chambres-agriculture.fr

   /ChambagriBzh



**CHAMBRE
D'AGRICULTURE
BRETAGNE**